

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 23 – 15 juin 2023

En bref

Les échanges commerciaux entre le Venezuela et la Colombie ont augmenté de 76 % g.a. au T1 2023. Luis Alberto Russian, président de la Chambre vénézuélienne-colombienne (Cavecol), a révélé que les échanges commerciaux officiels entre le Venezuela et la Colombie au T1 s'élevaient à 187 M USD, largement excédentaires en faveur de la Colombie. Il a souligné que la croissance des exportations était plus importante du côté vénézuélien que du côté colombien. Les exportations vénézuéliennes vers la Colombie représentent 42 M USD au T1 2023 (vs. 17 M USD au T1 2022, +150 % g.a).

LE CHIFFRE À RETENIR

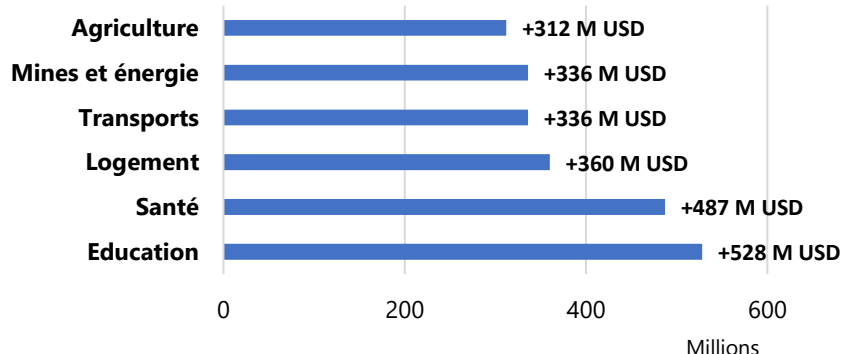
76 %

C'est l'augmentation des échanges commerciaux en glissement annuel entre le Venezuela et la Colombie au T1.

Zoom sur : Ressources budgétaires supplémentaires pour le Gouvernement colombien, dans le cadre d'une loi de finances rectificative.

Près de quatre mois après la soumission du projet de loi de finances rectificatif au Congrès, il a été présenté et propose des dépenses supplémentaires pour 4,1 Mds USD (vs. 6,1 Mds USD comme initialement annoncé). 2,2 Mds USD supplémentaires seront dédiés à l'investissement (total à 20 Mds USD), 1,8 Md USD aux dépenses de fonctionnement (total à 62,6 Mds USD) et 0,1 Md USD pour le service de la dette (total à 18,8 Mds USD). Le Ministre des Finances, Ricardo Bonilla, a indiqué que la stratégie vise à relancer l'économie compte tenu des prévisions de croissance revues à la baisse. La plupart des fonds supplémentaires iront vers les secteurs sociaux, à savoir l'éducation (0,5 Md USD supplémentaires, total à 13,7 Mds USD), la santé (0,5 Md USD supplémentaires pour la couverture des services de santé) et le logement (0,4 Md USD supplémentaires). Le secteur des transports recevra 0,3 Md USD supplémentaires, qui seront alloués au réseau routier ainsi qu'à l'infrastructure aéroportuaire régionale, à la récupération du réseau ferroviaire et à l'amélioration de la navigabilité du fleuve Magdalena. Le secteur des mines et de l'énergie et le secteur de l'agriculture recevront chacun également 0,3 Md USD, principalement pour couvrir les déficits liés aux subventions et pour la réforme rurale intégrale respectivement.

Allocation des dépenses supplémentaires



BOLIVIE

Avec la chute de la production de gaz, le secteur agricole apparaît comme étant une source de revenus plus durable.

Le déficit de la Bolivie dans le secteur énergétique se poursuit, atteignant les 255 M USD. Il est causé par une baisse de la production et des exportations de gaz et une hausse des importations de carburants de +18 % par rapport à 2022. Ce déficit représente une baisse des revenus en devises étrangères épuisant les réserves internationales nettes de la Banque centrale. En 2022, les exportations du secteur agro-productif ont égalé le niveau des exportations d'hydrocarbures, atteignant la barre des 3 Mds USD. L'Institut bolivien du commerce extérieur (IBCE), appelle le Gouvernement à mieux accompagner ce secteur et soutient que, par rapport à celui du gaz, il permettrait d'échanger avec plus de 350 partenaires (vs. deux pour le gaz), nécessiterait un investissement en capital moins important et permettrait de créer plus d'emplois.

Classée 167^{ème} pays mondial sur 176 en termes de liberté économique.

Dans le classement annuel sur la liberté économique (basé sur quatre critères : Etat de droit, taille de l'administration, efficacité réglementaire et ouverture des marchés) publié par la Fondation *Héritage*, la Bolivie apparaît comme étant l'un des pays avec le moins de liberté économique, se classant 167^{ème} sur 184 (dont 8 pays non-qualifiés). En Amérique latine, seuls le Venezuela et Cuba sont moins bien classés. Selon ce classement, la Bolivie est qualifiée de « nation réprimée ».

COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,0 %	-19,5 %	1 178,5 pts
Change USD/COP	-1,0 %	+6,3 %	4 148,5
Change EUR/COP	+0,2 %	+9,1 %	4 539,6
Prix du baril colombien (USD)	-0,4 %	-39,6 %	70,6

Cadre budgétaire à moyen terme : projections macroéconomiques du Gouvernement

Le Ministère des Finances et du Crédit Public a présenté le cadre budgétaire à moyen terme dans lequel sont publiées les projections et hypothèses macroéconomique du Gouvernement pour 2023. La projection de croissance du PIB pour 2023 est revue à la hausse à 1,8 % (+0,5 pt% vs. prévision antérieure) tout comme la projection d'inflation revue à 9,2 % (vs. 7,2 %). Le taux directeur aurait atteint son maximum (13,25 %) et le ralentissement économique atteindrait son point le plus bas en 2023 avant de remonter. Le taux de change devrait être de l'ordre de 4 640 COP/USD (vs. 4 758), le prix du pétrole *Brent* est estimé à 78,6 USD (vs. 94,2 USD selon le plan financier). En outre, le Gouvernement prévoit une balance courante à -4,0 % en 2023, une réduction du déficit budgétaire à 4,3 % en 2023 (-1 pt% g.a.) et une légère augmentation à 4,5 % en 2024 qui serait liée à des dépenses d'intérêt plus élevées en raison de plus grands besoins de financements en 2023 et 2024.



Moody's maintient sa note : Baa2 (stable).

L'agence de notation *Moody's* a maintenu la note créditrice de la Colombie (Baa2, tout juste au-dessus de la frontière *investment grade*) et a gardé ses perspectives sur « stables ». L'agence est la seule parmi les trois majeures à maintenir une note créditrice en catégorie *investment grade* depuis que *Fitch* et *S&P* l'ont abaissée en 2021.

La dette externe a atteint 55,3 % du PIB en mars.

Composée à 57 % par la dette externe du secteur public (107 Mds USD, 31 % du PIB) et 43 % du secteur privé (81 Mds USD, 24 % du PIB), la dette externe représentait en mars 55,3 % du PIB (+0,8 pt% g.m.), selon la Banque centrale. Au T1, la dette externe a augmenté de +3,3 Mds USD (+1,8 %). Cette augmentation au T1 est imputable à l'augmentation de la dette de long terme (+2,3 Mds USD) et de court terme (+1,0 Md USD). 84 % du montant de la dette externe correspond à des engagements dont l'échéance initiale est supérieure à un an.

L'informalité aurait baissé, à 57,5 %.

Le taux d'emploi informel aurait diminué entre février et avril 2023 à 57,5 % (-1,3 pt% g.a.), selon le *DANE*. Sur la même période, le taux d'informalité a baissé pour les 13 plus grandes aires urbaines à 42,4 % (-1,8 pt% g.a.), pour les hommes à 59,7 % (-1,7 pt% g.a.) et pour les femmes à 54,3 % (-0,8 pt% g.a.).

42 % du carburant consommé est importé.

Le président de l'Association colombienne du

pétrole et du gaz (ACP), Francisco Lloreda, a déclaré que le pays continuera d'importer du carburant à la fois du fait de l'insuffisance de la capacité de raffinage du pays et d'une demande croissante des consommateurs. A ce jour, selon l'ACP, 42 % du carburant utilisé en Colombie serait importé par *Ecopetrol* et payé aux prix internationaux. Le Président Gustavo Petro a souligné la nécessité de réduire ces importations de carburant en réduisant la consommation afin que le commerce extérieur du pays en bénéficie.

Réussir la transition énergétique selon le Ministre des Finances, Ricardo Bonilla.

Le Ministre des Finances, Ricardo Bonilla s'est exprimé lors du *Lab Forum 2023* de la BID sur la transition énergétique. Pour réussir la transition selon lui, il faut restructurer trois piliers de l'économie : (i) que toutes les voitures soient électriques pour pouvoir circuler d'ici 2040 ; (ii) le doublement de l'espace agricole du pays à 15 M Ha afin de diversifier les exportations du pays et (iii) réduire la dépendance aux exportations de pétrole et charbon. Enfin, le Ministre a souligné la nécessité pour le pays de s'orienter vers une dynamique de production d'énergie basée sur de nouvelles ressources (notamment l'hydraulique et le solaire).

EQUATEUR

Le phénomène « El Niño » provoque les premières pertes matérielles.

L'arrivée du phénomène « *El Niño* » sur les côtes équatoriennes est imminente. Ce phénomène



climatique entraîne une augmentation importante de la pluviométrie et a déjà provoqué d'importants dégâts sur les infrastructures du littoral. Le phénomène pourrait également avoir un impact important sur l'inflation, via une hausse des prix des cultures de riz, canne à sucre, maïs et fruits tropicaux. Ce phénomène est également de nature à provoquer une importante baisse de la pêche. Le Ministère des Finances estime que les pertes pourraient s'élever jusqu'à 5 % du PIB entre 2023 et 2024.

La CAF annonce des financements de l'ordre de 1,4 Md USD pour les deux prochaines années.

En visite à Quito, le Président exécutif de la CAF a annoncé l'approbation de financements souverains pour un montant de 1,4 Md USD pour la période 2023 – 2024. Ces financements seront fléchés vers des projets d'investissement du Gouvernement (942 M USD) et le reste (400 M USD environ) permettra de financer les municipalités et préfectures. Outre ces nouveaux financements, des prêts destinés aux secteurs de l'éducation et de la santé sont en cours d'instructions (environ 300 M USD).

GUYANA

Renforcement des relations avec le Moyen-Orient.

Le Président Irfaan Ali et les membres de son cabinet se sont entretenus hier avec la Ministre d'État à la coopération internationale des Émirats arabes unis, Reem Al Hashimy et son équipe en visite dans le pays, hier, sur le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays. En outre, la visite de la délégation du Qatar a été l'occasion d'étudier l'établissement d'une potentielle

ambassade qatarie au Guyana.

PEROU

Augmentation des fermetures d'entreprises de 14 % au T1.

Au T1, 10 617 entreprises ont fermé (+14,1 % g.a.), d'après l'*Institut National de la Statistique et de l'information péruvien (INEI)*. Les secteurs les plus touchés ont été ceux de la construction avec une augmentation des fermetures de +77 %, de l'information et des communications (+47 %) et des activités d'hébergement. Cela s'explique principalement par le ralentissement économique mondial et local, et de l'augmentation des taux d'intérêts dans le cadre de la lutte contre l'inflation. A cela s'ajoutent les conséquences des conflits sociaux et des phénomènes météorologiques qui ont déstabilisé le pays en début d'année. Ces éléments se sont aussi répercutés sur le pouvoir d'achat des péruviens qui consomment moins, affectant également les résultats des entreprises.

La Banque centrale poursuit la « pause monétaire » pour le 5^{ème} mois consécutif, maintenant son taux à 7,75 %.

Le conseil d'administration de la Banque centrale de réserve (BCRP) maintient son taux directeur à 7,75 %, dans un contexte où l'inflation suit une légère tendance à la baisse qui devrait se poursuivre dans les mois à venir (à 7,9 % en mai). Cette dynamique s'expliquerait par la modération de l'effet des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie, de l'inversion des chocs d'offre dans le secteur agricole et d'une réduction des anticipations d'inflation pour le reste de



l'année. Cette tendance permettrait au Pérou d'atteindre sa fourchette cible d'inflation à la fin de l'année ($2\% \pm 1\text{ pt}\%$). Cependant, la BCRP a indiqué que cette décision n'impliquait pas nécessairement la fin du cycle de hausse des taux d'intérêt.

SURINAME

Accord pour la 2^{ème} revue du programme EFF du FMI.

Le Conseil d'Administration du *Fonds Monétaire International (FMI)* a approuvé la 2^{ème} revue du programme de réformes. Le Suriname pourra tirer près de 53 M USD des droits de tirage spéciaux du mécanisme élargi de crédit d'une durée de 3 ans. Le Président du Suriname, Chan Santokhi, a déclaré à l'Assemblée nationale que cela permettrait de disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour la mise en œuvre des politiques budgétaires.

Le Ministre des Finances s'exprime sur les dettes.

Après avoir convenu de la restructuration de la dette avec l'Inde, le Gouvernement et notamment le Ministre des Finances et du Budget s'est dit confiant que la dernière dette internationale du Suriname, envers la Chine pour 537 M USD, fera certainement également l'objet d'une restructuration. Les restructurations effectuées par ce gouvernement sont présentées comme uniques dans l'histoire du Suriname (notamment celles avec le Brésil, les Etats-Unis, l'Espagne, le Japon et l'Inde). La restructuration de la dette avec les détenteurs d'obligations *Oppenheimer* est aussi la première au monde à réussir en trois ans.

VENEZUELA

La BCV poursuit sa politique d'injection de devises sur le marché.

La Banque Centrale Vénézuélienne a effectué une nouvelle vente de 70 M USD auprès des banques le 13 juin (+11 M USD par rapport au placement de la semaine précédente). L'intervention a été réalisée à un taux de change de 27,0 VES/USD (+0,5 % par rapport à la semaine dernière). Avec cette opération, la BCV a vendu 129 M USD aux banques jusqu'à présent en juin. Au total, la BCV a alloué près de 2 Mds USD au marché officiel des changes depuis début 2023, un chiffre presque identique à la même période en 2022.

Bulletin du marché pétrolier OPEP pour mai.

La production pétrolière du Venezuela a représenté 2,6 % du total produit par les pays membres de l'OPEP en mai (735 000 bpj, +1,2 % g.m.). Toutefois, les chiffres officiels font état d'une production de 819 000 bpj (+1,1 % g.m.). L'OPEP a produit un volume consolidé de 28,1 M bpj en mai, soit une baisse de 464 000 bpj g.m., ce qui s'explique par de fortes baisses en Arabie saoudite (-519 000 bpj) et aux Émirats arabes unis (-140 000 bpj). Le prix de référence du pétrole brut vénézuélien, le *Merey*, atteint 56,2 USD/baril, soit -10,2 % g.m.. Le *Merey 16* reste le pétrole brut le moins valorisé du panier de l'OPEP (-25,5 % vs. le prix du panier de l'OPEP, qui s'élevait en mai à 75,8 USD/baril). Pour rappel, en raison de la fermeture des marchés internationaux formels, le Venezuela doit vendre son pétrole brut en appliquant d'importantes réductions (entre 30 % et 40 %).



Visite officielle du Président Iranien, Ebrahim Raisi.

Lors de la visite du Président de l'Iran, M. Raisi, les deux pays ont établi une feuille de route de coopération pour la période 2022-2042, avec la signature de 25 protocoles d'accord pour renforcer les relations de coopération qui porteront sur le tourisme, l'alimentation, la défense, le pétrole, le gaz, la pétrochimie, la science et la technologie, la santé, la culture et les transports, la culture, l'exploitation minière, l'éducation et les télécommunications. Les deux homologues ont annoncé un objectif pour le commerce entre le Venezuela et l'Iran (qui dépasse aujourd'hui les 3 Mds USD) à 10 Mds USD par an dans une premier temps et à

20 Mds USD par an dans un second temps, sans donner plus de précision.

Près de 80 % de la monnaie fiduciaire du pays serait libellée en USD.

Plus de 4,8 Mds USD en espèces circuleraient dans la devise nord-américaine (USD) contre moins d'1,3 Md USD en Bolivars (VES), selon *Ecoanalítica*, un *think tank*. En outre, les transactions en devises étrangères dans le pays ont augmenté de +6 pt% en mai par rapport à il y a six mois, atteignant 53 %. Le Gouvernement vénézuélien a donné des signaux clairs d'une volonté de dédollarisation de l'économie.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
BOLIVIE	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
COLOMBIE	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
EQUATEUR	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
GUYANA	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
PEROU	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
SURINAME	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
VENEZUELA	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
ARGENTINE	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
BRESIL	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
CHILI	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
MEXIQUE	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international